

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 163.849 du 19 octobre 2006

A.130.563/XIII-2873

En cause :

1. **la Société anonyme
COMPAGNIE FOND ROY,**
2. **la Société anonyme HEXIM,**
ayant toutes deux élu domicile chez
Me Bernard PAQUES, avocat,
boulevard de la Meuse 114
5100 Jambes,

contre :

la Région de Bruxelles-Capitale,
représentée par son Gouvernement,
ayant élu domicile chez
Me Joël van YPERSELE, avocat,
rue du Prince Royal 85
1050 Bruxelles.

LE CONSEIL D'ETAT, XIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 16 décembre 2002 par la société anonyme COMPAGNIE FOND ROY et la société anonyme HEXIM qui demandent l'annulation de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 septembre 2002 adoptant le plan régional de développement;

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M. NIKIS, auditeur au Conseil d'Etat, établi sur la base de l'article 12 du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 9 octobre 2003 ordonnant le dépôt au greffe du dossier et du rapport;

Vu la notification du rapport aux parties et les derniers mémoires;

Vu l'ordonnance du 9 août 2006, notifiée aux parties, fixant l'affaire à l'audience du 12 octobre 2006;

Entendu, en son rapport, M. QUERTAINMONT, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me M. BAZIER, loco Me B. PAQUES, avocat, comparaisant pour les requérantes, et Me J. van YPERSELE, avocat, comparaisant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis, M. NIKIS, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les faits utiles à l'examen du recours sont les suivants :

1. Les sociétés requérantes sont propriétaire ou copropriétaire d'un ensemble de biens situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, avenue du Prince d'Orange 49-51, et comprenant un château, deux maisons, un parc et un terrain.

La première requérante a acquis l'ensemble en 1997 tandis que la seconde requérante s'est vu céder la copropriété de 90 p.c. de parcelles de terrain en 2002.

Ces biens sont concernés par les mesures contenues dans l'arrêté attaqué, puisque sur les différentes cartes annexées à cet arrêté, ils sont inscrits en zone d'espace vert.

2. Le plan régional d'affectation du sol a inscrit l'intégralité de ces biens en zone de parcs. Un recours en suspension et en annulation a été introduit par la société COMPAGNIE FOND ROY à l'encontre de l'arrêté du Gouvernement du 3 mai 2001 adoptant ce plan.

Par son arrêt n° 103.471 du 8 février 2002, le Conseil d'Etat a rejeté la demande de suspension. Le recours en annulation, enrôlé sous le n° A 108.974/XIII-2293, est toujours pendant.

3. Les sociétés requérantes estiment que l'arrêté attaqué du 12 septembre 2002 leur porte préjudice, notamment en ce qu'il confirme implicitement l'affectation donnée par le plan régional d'affectation du sol à leurs biens, en les inscrivant en espace vert sur les différentes cartes jointes et en ne les inscrivant pas en zone constructible;

Considérant que, depuis l'époque de l'introduction du recours, le Parlement régional a voté une ordonnance "portant validation de l'arrêté du 12 septembre 2002 arrêtant le plan régional de développement", ordonnance qui a été sanctionnée par le Gouvernement le 2 décembre 2004 et publiée au Moniteur belge du 28 octobre 2005 (2^e édition, page 47.137); que cette ordonnance a pour origine une proposition déposée par six parlementaires et sur laquelle la section de législation du Conseil d'Etat n'a dès lors pas donné d'avis; que les développements de cette proposition font explicitement référence aux différents recours en annulation qui ont été introduits devant la section d'administration à l'encontre de l'arrêté du 12 septembre 2002 arrêtant le plan régional de développement, ainsi qu'aux rapports de l'auditeur datés du 6 octobre 2003 et concluant au fondement de ces recours, pour le motif que l'arrêté précité n'a pas été soumis à l'avis préalable de la section de législation; que les développements de la proposition mettent ensuite en évidence les conséquences d'une éventuelle annulation de l'arrêté du 12 septembre 2002 par le Conseil d'Etat et font valoir qu' "il est totalement déraisonnable d'imaginer une modification des nombreuses dispositions réglementaires ou légales qui font référence au P.R.D." et qu'"il n'est pas d'avantage (sic) concevable d'espérer adopter un nouveau P.R.D. dans des délais qui ne mettraient pas en péril la mise en oeuvre des politiques régionales qui dépendent de ce dernier"; que la proposition, qui a été adoptée par le Parlement et sanctionnée par le Gouvernement, conclut qu'"une validation législative du plan régional de développement apparaît dès lors constituer la seule solution envisageable, dès lors qu'elle seule permettra de sauvegarder la cohérence de la politique budgétaire, de la politique d'aménagement du territoire et des aides y afférentes (...)"

Considérant qu'à la suite de la validation législative de l'arrêté attaqué, le recours est devenu sans objet; qu'il n'entre en effet pas dans la compétence du Conseil d'Etat de connaître d'un recours dirigé contre un arrêté confirmé ou validé par une norme législative;

Considérant cependant qu'à la date du 28 avril 2006, des particuliers ont introduit devant la Cour d'arbitrage un recours en annulation de l'ordonnance du 2

décembre 2004 relative à la "sanction par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de la proposition d'ordonnance portant validation de l'arrêté du 12 septembre 2002 arrêtant le plan régional de développement"; que cette affaire, inscrite sous le numéro de rôle 3971 (FR), est actuellement pendante devant la Cour d'arbitrage; qu'il convient dès lors, afin de ne pas priver la requérante de ses garanties juridictionnelles, de surseoir à statuer en attendant la décision de cette Cour,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Il est sursis à statuer.

Article 2.

Les dépens sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XIII^e chambre, le dix-neuf octobre deux mille six par :

MM. HANOTIAU,	président de chambre,
QUERTAINMONT,	conseiller d'Etat,
DAOUT,	conseiller d'Etat,
M ^{me} MALCORPS,	greffier.

Le Greffier,

Le Président,

M.-Chr. MALCORPS.

M. HANOTIAU.